

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 4 novembre 2025**

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 22
Nombre de votants : 25
Date de la convocation : 27 octobre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre novembre à quatorze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)
Mme Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Stéphane DELAGE (Le Gua)
Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Béatrice PRÉVOST (Le Gua)
M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac)
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac)
Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre)
M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)	M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus)	M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

Absents excusés :

Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage)
M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)
M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)

Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage)

ZAE OMEGUA – Commune de Le Gua - Révision du prix du foncier**Actions de
développement
économique**

Monsieur Joël PAPINEAU, Vice-président en charge du développement économique, expose :

La zone d'activités économiques OMEGUA, située sur la commune de Le Gua répond à la demande croissante d'implantation des entreprises sur le territoire du Bassin de Marennes. Le prix de cession des parcelles de cette zone a été fixé par délibération en mars 2018. Face à la raréfaction du foncier disponible et à la hausse des coûts d'aménagement, il est nécessaire d'ajuster le prix des terrains en zone d'activités économiques.

De plus, pour maintenir l'équilibre des dépenses d'aménagements, il est proposé de refacturer aux acquéreurs le coût réel des demandes spécifiques entraînant un surcoût pour la CCBM (par exemple : aménagement d'une autre entrée, réseaux supplémentaires), tout en conservant la maîtrise d'ouvrage de ceux-ci.

Ainsi, il est proposé d'ajuster les prix au m² des terrains encore disponibles en fonction de leur situation géographique au sein de la zone d'activités économiques :

	<i>Prix/m² Délibération 2018CC03_09</i>	<i>Superficie restante au 31/08/2025</i>	<i>Proposition de prix/m²</i>
ZAE OMEGUA	60 € HT	Îlot 9 + Îlot 3 3 918 m ²	75 € HT
	50 € HT	Îlot 1 + Îlot 7 + Îlot 8 19 657 m ²	60 € HT
	40 € HT	Îlot 6 5 500 m ²	50 € HT

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la délibération n°2018/CC03/09 du Conseil Communautaire en date du 28 mars 2018, fixant le prix de cession des parcelles de la ZAE OMEGUA ;

Vu l'avis favorable de la commission Développement économique du 6 octobre 2025 ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-président,

DÉCIDE

- d'approuver la révision des prix de cession des terrains de la ZAE OMEGUA comme suit :
 - 75 € HT/m² pour l'îlot 9 (2 349 m², situé en façade de la route départementale) et l'îlot 3 (1 569 m², situé à l'entrée de la zone) ;
 - 60 € HT/m² pour l'îlot 1 (3 747 m²), l'îlot 7 (7 608 m²) et l'îlot 8 (8 302 m²), situés au centre de la zone ;
 - 50 € HT/m² pour l'îlot 6 (5 500 m²), situé au fond de la zone.
- d'autoriser le Président à signer tout document afférent.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet www.telerecours.fr

Le Président



Le Secrétaire de séance

